

559

B0029

Distr.
LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/11
13 novembre 1979

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA CINQUIEME REUNION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DES
NEGOCIATIONS CONSACREES AU TRAITE RELATIF A L'ETABLISSEMENT
D'UNE ZONE D'ECHANGES PREFERENTIELS EN AFRIQUE DE L'EST
ET EN AFRIQUE AUSTRALE

(Addis-Abeba (Ethiopie), 8-19 octobre 1979)

A. INTRODUCTION

1. La cinquième réunion du Groupe intergouvernemental des négociations consacrées à l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 8 au 19 octobre 1979.

2. Cette réunion faisait partie d'une série de réunions du Groupe intergouvernemental des négociations consacrées au Traité relatif à l'établissement de la zone d'échanges préférentiels. Elle avait pour but de poursuivre et de mener à bien les négociations concernant :

- a) le projet de protocole sur les règles d'origine;
- b) le projet de protocole sur la coopération douanière et d'examiner les documents suivants :
 - i) le mémorandum relatif à la liste révisée des produits destinés à être échangés à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels;
 - ii) le projet de protocole et le mémorandum relatifs à la coordination des politiques agricoles;
 - iii) le projet de protocole et le mémorandum relatifs à la coordination des politiques industrielles;
 - iv) le projet de protocole et le mémorandum relatifs aux pays BLS;
 - v) le projet de protocole et le mémorandum relatifs aux accords de compensation et de paiements.

B. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ouverture de la réunion

3. La réunion a été ouverte officiellement par le représentant de l'Ethiopie socialiste, le Colonel Berhe Mesfin. M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la CEA a ensuite fait une déclaration.

4. Ont participé à la réunion les représentants des pays suivants : Angola, Botswana, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Maurice, Mozambique, Ouganda, Swaziland, Tanzanie et Zambie.

Election du Bureau

5. Les membres du Bureau suivants ont été élus à l'unanimité :

Président : Ato Million W. Meskel (Ethiopie)

Vice-Président : M. S.M. Sunassee (Maurice)

Rapporteur : M. H.J. Obbo (Ouganda)

C. ORDRE DU JOUR

6. L'ordre du jour suivant a été adopté :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Mise au point du texte définitif du projet de protocole sur les règles d'origine (ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/2/Rev.1; ECA/MULPOC/Lusaka/119/Rev.2)
5. Mise au point du texte définitif du projet de protocole sur la coopération douanière (ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/IV/4/Rev.1)
6. Examen du memorandum relatif à la liste révisée des produits destinés à être échangés à l'intérieur de la ZEP (ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/2)
7. Examen du projet de protocole et du memorandum relatifs à la coordination des politiques agricoles (ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/3 et ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/4).
8. Examen du projet de protocole et du memorandum relatifs à la coordination des politiques industrielles (ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/5/Rev.1 et ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/6/Rev.1)
9. Examen du projet de protocole et du memorandum relatifs aux pays BLS (ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/7 et ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/8)
10. Examen du projet de protocole et du memorandum relatifs aux accords de compensation et de paiements (ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/9 et ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/10)
11. Questions diverses
12. Adoption du rapport
13. Date et lieu de la prochaine réunion.

D. COMPTE RENDU DES DEBATS

7. Le Colonel Berhe a souhaité la bienvenue en Ethiopie à tous les délégués, au nom du Gouvernement militaire provisoire et du peuple de l'Ethiopie socialiste. Il a déclaré que son pays attachait une grande importance à l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels en Afrique de l'Est et en Afrique australe car il s'agissait

là d'une étape nécessaire dans le mouvement général vers l'autonomie collective, la liberté politique, le progrès social et l'indépendance économique de la sous-région. Il a regretté que, jusqu'à présent, les échanges à l'intérieur de la sous-région n'aient représenté que 5 p. cent du volume total du commerce extérieur, et que ce chiffre soit même en diminution. En conclusion, il a rappelé aux délégués qu'il s'agissait de la réunion la plus difficile mais néanmoins la plus importante.

8. De son côté, le Secrétaire exécutif a remercié le Colonel Berhe pour sa déclaration et il a invité les délégués à observer une minute de silence en hommage à la mémoire de M. Agostinho Neto, ancien Président de la République populaire d'Angola. Il a ensuite évoqué en détails le programme de travail du Groupe des négociations depuis la réunion de Lusaka lors de laquelle le Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka avait adopté la déclaration d'intention concernant l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Il s'est déclaré satisfait des progrès accomplis. Il a ensuite indiqué quelles seraient les prochaines étapes des négociations et il a exprimé l'espoir qu'elles seraient caractérisées par le même sérieux que les réunions qui s'étaient tenues jusqu'alors. Il a par ailleurs rappelé aux délégués qu'ils s'étaient engagés à instaurer un meilleur ordre économique sur le continent africain.

Mise au point du texte définitif du projet de Protocole sur les règles d'origine
(Point 4 de l'ordre du jour)

9. Le secrétariat a présenté le projet de Protocole révisé sur les règles d'origine et il a souligné que ce projet avait été examiné aux trois réunions précédentes du Groupe intergouvernemental de négociations et que toutes les règles, sauf certaines dispositions de la Règle 2 avaient été adoptées.

10. Une question a été posée au sujet du paragraphe 3 de la Règle 1, qui avait pourtant été accepté aux réunions antérieures. Une délégation estimait que ce paragraphe n'était pas adéquat. Après avoir étudié la question, le Groupe a modifié ce paragraphe comme suit :

"Aux fins du présent Protocole, on considère qu'un navire est un navire d'un Etat membre uniquement s'il est immatriculé dans un Etat membre et satisfait à l'une des trois conditions suivantes : "

Les subdivisions b, c, et d du paragraphe 3 étant renumérotées et devenant a), b) et c).

11. Il y a eu de longs débats au sujet de la règle n° 2. En ce qui concerne la subdivision i) du paragraphe 1 de la règle 2, certaines délégations n'étaient pas satisfaites de la gestion majoritaire par des ressortissants envisagée ni du pourcentage de 51 p. 100 des souscriptions au capital-actions devant appartenir à des ressortissants de l'Etat membre; elles ont aussi signalé la difficulté de savoir comment interpréter le mot "gérées". Elles ont fait valoir que si cette disposition était nécessaire pour l'ensemble de la ZEP, il serait possible d'atteindre le même objectif avec un pourcentage plus faible au cours d'une certaine période de temps. Comme lors des réunions précédentes, elles ont proposé un pourcentage de 30 p. 100 des souscriptions au capital-actions. Le texte initial de la Règle 2 1) i) a été approuvé par l'ensemble des participants, à l'exception de deux délégations qui ont réservé leur position jusqu'à la prochaine réunion.

12. Après de nouveaux débats au cours desquels des précisions ont été apportées, les paragraphes 2 (iii) (b) et 2 (iii) (c) ont aussi été adoptés.

13. Le paragraphe 2 (iii) (d) (i) a été adopté bien qu'une délégation ait réservé sa position. Cette délégation a déclaré qu'étant donné la difficulté qu'il y a à déterminer les marchandises d'une importance particulière pour le développement économique des Etats membres, il faudrait omettre la référence aux 25 p. 100 de valeur ajoutée nécessaires et laisser le Conseil déterminer ce pourcentage.

14. Cependant, certaines délégations étaient d'avis de maintenir les 25 p. 100, en faisant ressortir que c'était conforme à l'esprit d'autonomie qui inspire le Protocole. Une délégation a déclaré qu'elle réserverait sa position si le Conseil était autorisé à abaisser ce pourcentage, car cela aurait une incidence sur les 45 p. 100 du coût départ-usine stipulés au paragraphe 2 (iii) (c). Une délégation a réservé sa position au sujet du paragraphe 2 (iii) (c) en ce qui concerne la question des pourcentages.

15. Certaines délégations souhaitent voir défini le mot "ressortissant" afin de bien comprendre la disposition de la règle 1 (3) (d). Le secrétariat a défini ce terme comme suit :

"Ressortissant" signifie une personne physique ou morale qui est un ressortissant au regard des lois d'un Etat membre sur la nationalité ou la citoyenneté.

Mise au point du texte définitif du projet de protocole révisé sur la coopération douanière (Point 5 de l'ordre du jour)

16. Dans un bref exposé des raisons pour lesquelles le projet de protocole révisé sur la coopération douanière était présenté, le secrétariat a souligné que les débats qui avaient eu lieu à ce sujet lors de la quatrième réunion du Groupe intergouvernemental des négociations, qui s'était tenue à Luanda (République populaire d'Angola), avaient abouti à des conclusions définitives et qu'il n'y avait pas à proprement parler de questions en suspens. Le secrétariat a souligné en outre que le projet de protocole révisé n'était présenté que pour des raisons de procédure après avoir été remanié compte tenu des débats qui avaient eu lieu à la quatrième réunion du Groupe et des modifications qu'il avait été alors convenu d'apporter. L'attention des participants a été attirée sur les modifications en question qui apparaissent dans le texte révisé du projet de protocole.

17.. Après que le secrétariat eut apporté quelques précisions à la demande de certaines délégations, un consensus s'est dégagé pour examiner le projet de protocole article par article. Le préambule et les articles 1 à 5 ont été adoptés sans modifications. Il a été convenu de supprimer l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 6 et de modifier l'alinéa a) en ajoutant après le terme "infraction" le membre de phrase suivant "et à transmettre les résultats de l'enquête, ainsi que tous les documents ou autres éléments de preuve, à l'Etat membre requérant". En conséquence, l'alinéa c) a été renuméroté et est devenu l'alinéa b). Il a été convenu de modifier comme suit l'alinéa en question :

"Donner notification aux autorités compétentes de l'Etat membre requérant des mesures et des décisions prises par les autorités compétentes de l'Etat membre où l'infraction a été commise conformément aux règlements en vigueur dans l'Etat membre en question".

18. L'article 7 a été adopté après suppression de membre de phrase ci-après au paragraphe 2 : "sans déroger pour autant aux pouvoirs généraux que possède le Conseil d'examiner les activités confiées au Comité".

19. Finalement, le projet de protocole révisé sur la coopération douanière a été adopté sous sa forme modifiée.

Examen du memorandum relatif à la liste révisée des produits destinés à être échangés à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels (ZEP) (Point 6 de l'ordre du jour)

20. Le secrétariat a présenté le projet de memorandum ainsi que la liste des produits (Annexes I à IV) destinés à être échangés à l'intérieur de la ZEP (documents ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/2 et ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/6/Add.1/Rev.1 respectivement). Au cours de l'examen de la question, un certain nombre de points ont été soulevés tant en ce qui concerne le memorandum que les listes de produits. S'agissant du memorandum, certaines délégations ont demandé au secrétariat s'il était possible d'expliquer pourquoi certains Etats membres avaient tardé à fournir les renseignements demandés alors que la plupart d'entre eux avaient signé la Déclaration d'intention et d'engagement de Lusaka en vue de l'établissement de la zone d'échanges préférentiels. Le secrétariat a indiqué que cela pouvait s'expliquer soit par le caractère confidentiel des renseignements concernant les barrières non tarifaires, comme cela avait été précisé lors de la quatrième réunion du GIN, soit par des contraintes en matière de personnel ou l'octroi d'un délai trop court, et a souligné qu'il ne s'agissait de mauvaise volonté ni de la part des Etats membres ni de la part du secrétariat.

21. Une délégation a posé la question de savoir s'il était vraiment utile d'examiner la liste étant donné que les renseignements étaient incomplets. Tout en reconnaissant que les renseignements étaient incomplets, le secrétariat a indiqué que six mois ne suffisaient pas pour rendre des renseignements caducs. En conséquence, il a souligné la nécessité pour les participants d'examiner certains aspects du memorandum tels que les différentes formules d'octroi mutuel de préférences tarifaires et non tarifaires (partie III du memorandum) et les listes des produits, pour incomplètes qu'elles fussent.

22. En conséquence, le memorandum a fait l'objet d'un débat dont les résultats sont les suivants :

- i) Les participants ont approuvé les six catégories correspondant aux divers groupes de produits telles qu'elles figurent sur la liste commune préliminaire. Il s'agit des produits alimentaires (à l'exclusion des produits de luxe); des matières premières; des biens intermédiaires; des biens de consommation manufacturés (à l'exclusion des articles de luxe); des biens d'équipement (y compris le matériel de transport), et des produits de luxe.
- ii) Les participants souhaitant connaître la définition des produits de luxe, le secrétariat a indiqué que celle-ci était donnée à la fin de la liste commune préliminaire des produits (Annexe IV).

- iii) S'agissant des différentes formules d'octroi mutuel de préférences tarifaires et non tarifaires entre les pays membres (partie III du memorandum), les participants ont provisoirement accepté la formule b) qui consiste en un accord sur un pourcentage commun de réduction des tarifs qui serait appliqué par tous les Etats membres pour chaque produit ou groupe de produits. Toutefois, une délégation a proposé d'adopter les formules b) et c). Une autre délégation a indiqué qu'elle était favorable à la formule b) mais qu'elle réservait sa position jusqu'à la première réunion du GIN, de façon à obtenir l'accord de son gouvernement. Les mêmes vues ont été exprimées par d'autres délégations.
- iv) Pour ce qui est de la structure et de l'importance des préférences tarifaires et non tarifaires que doivent s'accorder mutuellement les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (partie IV du memorandum), les participants sont convenus d'adopter provisoirement, les trois principes (a, b et c) esquissés dans cette partie du memorandum ainsi que les réductions tarifaires proposées pour les divers groupes de produits présentant un intérêt à l'importation pour les pays. En ce qui concerne les droits de sortie et les autres taxes équivalentes, certains représentants ont été d'avis que le mot "supprimer" (paragraphe 2 de la page 5 du memorandum) devrait être remplacé par un terme indiquant qu'il pouvait y avoir "suppression" des droits et taxe pour certains produits d'exportation et "réduction" pour d'autres. Une délégation a estimé que les droits, taxes et redevances équivalentes ne devraient pas avoir pour effet d'entraîner une hausse des prix à la consommation en particulier lorsque des produits d'exportation étaient vendus aux enchères dans les pays.
- v) En ce qui concerne l'application des arrangements relatifs aux échanges préférentiels, un certain nombre de questions ont été soulevées. L'une d'entre elles a trait au délai de six mois devant s'écouler après la signature du traité portant création de la zone d'échanges préférentiels avant que n'entrent en vigueur les tarifs et autres traitements préférentiels. Après un bref débat, ce principe a été accepté. S'agissant de l'application des tarifs de base, il a été convenu que la date retenue devrait coïncider avec la date de la signature du Traité portant création de la ZEP. Les participants sont en outre convenus que les négociations concernant les produits seraient entreprises dans le cadre du GIN.
- vi) En outre, un certain nombre de délégations ont soulevé l'importante question de l'établissement d'un protocole sur les produits devant être échangés à l'intérieur de la ZEP qui préciserait, entre autres, la date à laquelle les

tarifs convenus entreraient en vigueur ainsi que la date à laquelle les tarifs en vigueur cesseraient d'être appliqués. Après un bref débat sur cette question, les participants sont convenus que ce protocole devrait être élaboré par le secrétariat de la CEA et qu'il comporterait, entre autres, les divers points figurant dans le mémorandum et dont les participants étaient convenus. Il s'agirait entre autres des préférences tarifaires et non tarifaires que doivent s'accorder les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, de l'importance des réductions tarifaires acceptées provisoirement par la réunion, des indications concernant la date à laquelle entreraient en vigueur les tarifs de base, des règles et réglementations devant régir les rapports commerciaux entre pays, de l'application des réductions tarifaires, du mécanisme de négociation et des procédures et modalités adoptées en vue de la révision et de la modification, de temps à autre, des réductions tarifaires. Il a également été convenu que le protocole devrait être établi pour la prochaine réunion du GIN où il serait présenté.

vii) La réunion a demandé aux Etats membres qui n'avaient pas présenté la liste révisée des produits d'importation et d'exportation de le faire d'ici au 15 novembre 1979, afin de permettre à la CEA d'en entreprendre l'analyse et de la présenter à la prochaine réunion.

viii) Les représentants de certains pays ont été invités par le Président à indiquer les corrections qu'il convenait d'apporter aux listes qu'ils avaient présentées. La Zambie a demandé que les lettres RS (restrictions sanitaires) soient mises en regard de la série des produits n° 20 sous la rubrique barrières non tarifaires (colonnes 6, page 36 de l'Annexe I de la version anglaise de la liste des produits). En outre, le Swaziland a demandé que l'on ajoute les postes de télévision à sa liste de produits (page 38 de l'Annexe I). L'Ethiopie a indiqué qu'en ce qui concernait les sucres raffinés (n° 17 de la série des produits) il convenait d'indiquer 3,5 millions de kilogrammes pour les estimations et non 35 millions de kilogrammes (page 14 de l'Annexe I). La demande du Kenya est sans objet en français.

23. Les participants ont également souligné qu'il importait d'indiquer les différents produits dans les listes qui allaient être présentées car les concessions étaient accordées au titre des différents produits, et ont demandé que les listes révisées de produits soient complètes tout en ne comportant que des produits choisis; étant donné que les pays avaient tendance à mentionner un plus grand nombre de produits présentant un intérêt à l'exportation que de produits présentant un intérêt à l'importation, il fallait s'efforcer d'équilibrer les deux listes.

Examen du projet de Protocole sur la coordination des politiques agricoles de la zone d'échanges préférentiels (Point 7 de l'ordre du jour)

24. Après une brève présentation par le secrétariat, une délégation a demandé à ne pas s'engager avant d'avoir pu consulter son gouvernement. Le Comité a continué à examiner le Protocole et présenté les amendements suivants :

1. Les alinéas a), b) et c) de l'article 4 ont été modifiés comme suit :

- "a) Les Etats membres sont convenus de coordonner leurs politiques relatives aux produits d'exportation suivants : produits agricoles, élevage et produits de l'élevage et produits de la pêche et de la sylviculture.
- b) Les Etats membres s'efforcent d'harmoniser leur position au sujet des accords internationaux sur les produits de base concernant les produits d'exportation suivants : produits agricoles, élevage et produits de l'élevage et produits de la pêche et sylviculture.
- c) Les Etats membres s'engagent à trouver les moyens de résoudre les problèmes propres à divers produits d'exportation - produits agricoles, élevage et produits de l'élevage et produits de la pêche et de la sylviculture - en étudiant par exemple la possibilité d'exporter ces produits compte tenu de la capacité de fret aérien".

25. Une autre délégation a réservé sa position au sujet des paragraphes a) et b) jusqu'au deuxième examen du Protocole.

2. Les paragraphes a) et b) de l'article 5 ont été modifiés comme suit :

- "a) Les Etats membres s'efforcent de coordonner leurs stratégies en ce qui concerne la promotion des agro-industries à l'échelon sous-régional dans des domaines précis, compte tenu de la complémentarité et de l'interdépendance existant entre le développement agricole et le développement industriel.
- b) Les Etats membres s'efforcent de se consulter au sujet de la création d'agro-industries afin d'éviter les doubles emplois et une sous-utilisation de la capacité existante et prévue".

26. 3. Les alinéas a), b) et d) de l'article 6 ont été modifiés comme suit :

- "a) Les Etats membres sont convenus de créer des organisations intergouvernementales sous-régionales qui seront responsables de la coordination et de l'essor d'activités spécifiques en matière de développement agricole, telles que la mise en valeur des terres et des ressources en eau, l'utilisation en commun des services et des techniques, la commercialisation et la stabilisation des prix, la recherche et la formation.
- b) Les Etats membres sont convenus de créer des comités techniques spécialisés dans la production agricole et le commerce afin de faciliter, entre autres, la surveillance permanente des projets et des consultations régulières entre les Etats membres dans des domaines tels que la diffusion de renseignements sur les cultures et le bétail, les politiques de soutien des prix et la diffusion de renseignements sur les marchés".
- "d) Les Etats membres créent des organisations intergouvernementales au sein de la zone d'échanges préférentiels qui assureront des débouchés sûrs et la stabilité des prix de produits agricoles spécifiques".

27. A part les amendements ci-dessus et les réserves apportées par deux délégations, le Protocole a été adopté tel qu'il avait été présenté en première lecture.

Examen du projet de protocole sur la coordination des politiques industrielles
(Point 8 de l'ordre du jour)

28. Après que le secrétariat eût présenté le projet de Protocole sur la coordination des politiques industrielles et le mémorandum technique correspondant, il a été décidé d'examiner le projet de Protocole en première lecture.

29. Les délégations ont fait observer que le memorandum technique ne donnait pas suffisamment de détails techniques sur les problèmes industriels actuels de la sous-région, et elles ont fait en outre remarquer que fondamentalement il n'avait trait qu'au problème des limitations des marchés. Les délégations ont par ailleurs souligné que le memorandum ne donnait pas d'explications sur certaines des questions soulevées dans le projet de Protocole. Certains délégués ont en outre fait remarquer que le Protocole était très ambitieux car il allait au-delà de ce qui était en vigueur dans les pays de la zone.

30. Certains membres du Groupe intergouvernemental des négociations ont estimé que l'emploi du mot "coordination" avait des conséquences d'une portée considérable et ils ont proposé d'utiliser le mot "coopération". Toutefois, d'autres délégués ont estimé qu'il fallait conserver le terme "coordination" car la coordination impliquait "des consultations" et n'avait donc pas de répercussions sur les politiques nationales. Ils ont fait remarquer en outre que l'emploi du terme "coordination" était conforme au mandat qui a été assigné au Groupe intergouvernemental de négociations par le Conseil des ministres du MULPOC.

Préambule

Préambule

31. Après que le secrétariat eût apporté des éclaircissements, aucune modification n'a été suggérée.

ARTICLE 1

32. Il a été décidé de supprimer la définition de l'expression "pays industrialisés". Les participants sont par ailleurs convenus de supprimer le membre de phrase "entre les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe" dans la définition du terme "traité". Il a en outre été décidé d'insérer la définition du terme "Comité" dans cet article. L'Article 1 a ensuite été adopté sous sa forme modifiée.

ARTICLE 2

33. Les participants ont noté que les objectifs énoncés dans l'article 2 du projet de protocole ne correspondaient pas aux autres articles du protocole, et ils ont prié le secrétariat de présenter ces objectifs d'une manière plus systématique de façon à les aligner sur les divers articles du protocole.

34. Les participants sont convenus en outre que la définition d'un terme comme "rationalisation" devrait figurer à l'Article 1 car il donnerait lieu à diverses interprétations.

35. Après un débat approfondi, les participants ont proposé d'apporter plusieurs modifications et de renuméroter les objectifs. Le secrétariat a ensuite été prié de tenir compte des vues exprimées lorsque le projet de Protocole serait remanié.

36. Il a en outre suggéré que les objectifs énoncés à l'article 2 soient classés en deux catégories : les questions politiques et les programmes à caractère pratique. Il a donc été convenu de renuméroter les objectifs en conséquence.

Bien que certains paragraphes de l'Article 2 aient été examinés, modifiés et officiellement adoptés, les délégués ont suggéré d'examiner et d'expliquer plus avant certains mots, expressions et membres de phrases comme "faciliter la spécialisation et la coordination entre pays" "rationaliser les structures industrielles" "moyens de production", "coordination des politiques d'investissement", etc...

37. En ce qui concerne l'examen des autres articles, il a été suggéré de les remanier tous en tenant compte des suggestions présentées par les participants ainsi que des conclusions auxquelles seraient parvenus les ministres de l'industrie lors de leur réunion tenue à Addis-Abeba du 17 au 19 octobre 1979. Les participants ont néanmoins présenté des observations suivantes en ce qui concerne les autres articles.

ARTICLE 3

38. Il a été convenu que cet article devrait être explicité et rédigé de manière plus rigoureuse. Une délégation a déclaré qu'il fallait expliquer et préciser le membre de phrase "le double emploi des investissements effectués par les sociétés étrangères" car tout Etat membre avait le droit d'entreprendre une activité industrielle quelconque même si elle existait déjà dans d'autres Etats membres.

ARTICLE 4

39. Il a été déclaré que tel qu'il était libellé, l'article semblait encourager la création de sociétés étrangères.

ARTICLE 5

40. Compte tenu du rôle stratégique que les matières premières jouent dans le processus d'industrialisation, il a été convenu d'expliquer le problème de manière plus détaillée.

ARTICLE 6

41. Les participants ont décidé qu'il fallait apporter certaines nuances au libellé de cet article de façon à permettre aux Etats membres de disposer d'une certaine marge de manoeuvre.

ARTICLE 7

42. On a souligné qu'il conviendrait de mentionner dans cet article le protocole relatif à la standardisation et au contrôle de la qualité. On a également déclaré qu'il faudrait dûment prendre en considération la standardisation dans le domaine de l'ingénierie lorsque l'article serait remanié.

ARTICLE 8

43. Compte tenu de l'importance de la commercialisation et des achats, il a été recommandé de traiter séparément les deux idées de façon à donner à chacune des questions l'importance qui convenait. Il a en outre été souligné qu'en ce qui concernait la commercialisation, il conviendrait d'introduire la notion de position commune sur les négociations internationales.

ARTICLE 12

44. On a déclaré que dans cet article, la notion de rationalisation de la production industrielle devrait être modifiée de façon à être conforme aux modifications apportées aux objectifs à l'Article 2.

ARTICLE 13

45. Il a été convenu d'insérer la définition des entreprises multinationales dans cet article. Cette définition devrait être conforme aux lois des Etats membres.

ARTICLE 14

46. On a déclaré que lorsque cet article serait à nouveau rédigé, il faudrait réfléchir quelque peu à l'idée d'une institution financière ou d'une banque d'investissement destinée à aider les Etats membres de la sous-région à mobiliser des fonds à des fins d'investissement. Tout en reconnaissant que l'idée d'un fonds régional africain était examinée à la réunion des ministres, les participants ont néanmoins estimé que compte tenu de la dimension de la sous-région, il était extrêmement souhaitable de créer une telle institution.

47. En ce qui concerne la coordination des politiques industrielles, certains délégués ont estimé qu'il convenait de remettre en question l'emploi de cette expression, cependant que d'autres ont affirmé qu'il fallait la conserver pour permettre aux membres de la ZEP qui souhaitaient coordonner leurs politiques de le faire.

48. Enfin, on a fait obscur que compte tenu du nombre de comités dont la création était suggérée dans chaque protocole, il fallait limiter ce nombre de façon à ne pas imposer une lourde charge aux pays.

49. Le secrétariat a signalé que l'on s'occuperait de la question de la limitation du nombre de Comité une fois que le Traité serait rédigé.

Examen du projet de protocole et du memorandum concernant les Etats BLS
(Point 9 de l'ordre du jour)

50. En présentant ces documents, le secrétariat a souligné que le Protocole en question devait se lire concurremment avec tous les autres projets de protocoles considérés jusque-là, étant donné qu'avec le Traité ils faisaient tous partie de la même structure légale de la ZEP; que dans leurs tentatives de combler le fossé entre l'indépendance politique et l'indépendance économique, les pays BLS s'étaient heurtés à une multitude de problèmes qui leur avait été imposée par la géographie et l'histoire dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des douanes, de la monnaie, de la main-d'oeuvre migratoire, des transports et communications, du personnel et dans d'autres domaines pleinement considérés dans le "Rapport de la mission envoyée par la CEA dans les pays BLS" (février 1979); que pour résoudre ces problèmes, les Etats BLS avaient besoin d'un appui économique, financier, technique et autres fourni par les autres Etats membres ainsi que l'OUA, le système des Nations Unies et la Communauté internationale dans son ensemble; que puisque les Etats BLS étaient liés à l'Afrique du Sud par l'accord d'union douanière de l'Afrique du Sud, ils auraient besoin d'une longue période pour progressivement éliminer les conditions préférentielles sud-africaines et pour les remplacer par les conditions préférentielles prévues par la ZEP. En conclusion, le secrétariat a résumé chacune des dispositions du projet de protocole traitant des questions exposées dans les paragraphes précédents.

51. Les chefs des délégations du Botswana, du Lesotho et du Swaziland ont présenté des exposés séparés de politique générale concernant le projet de protocole et le memorandum relatifs aux Etats BLS : ils se sont tous félicités de la façon dont le secrétariat avait traité leur situation depuis mars 1978, date de la création de l'équipe intergouvernementale de négociations; ils ont tous déclaré que lors de l'examen de leurs problèmes les Etats membres devraient se souvenir que les Etats BLS avaient conclu des accords ayant force juridique obligatoire avec l'Afrique du Sud et qu'ils devraient agir en fonction de ces accords; qu'ils demeuraient engagés à participer à la zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et qu'ils espéraient que la ZEP renforcerait les divers accords de coopération économique qu'ils avaient déjà signés avec certains Etats membres; et que certains amendements qu'ils avaient proposés à ce projet de protocole étaient dictés non pas tellement par un désaccord avec le fond ou la forme du projet que par les positions des négociations qu'ils seront contraints d'adopter dans des entretiens qu'ils sont juridiquement obligés d'engager avec l'Afrique du Sud concernant le protocole avant de pouvoir signer celui-ci. En conséquence, ils ont présenté leurs projets d'amendement dans un document intitulé "Commentaires du Botswana, du Lesotho et du Swaziland concernant le projet de protocole relatif à la situation particulière du Botswana, du Lesotho et du Swaziland", document qui constituait un commentaire important sur les paragraphes successifs du projet de protocole.

52. Plusieurs Etats membres ont confirmé que leurs pays continuaient à appuyer les Etats BLS dans leurs efforts visant à réduire leur dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud et à renforcer leur autonomie économique.

53. Le projet de protocole a ensuite été considéré paragraphe par paragraphe, sur la base du document présenté par les Etats BLS concernant les amendements qu'ils proposaient d'apporter à ce texte. Après délibération, les amendements suivants ont été adoptés :

Préambule

54. Paragraphe 1, ligne 1 : remplacer "critiques" par "particulières".

ligne 3 : remplacer "dépendance excessive" par "lourde dépendance".

55. Paragraphe 3, ligne 3 : insérer "entre autres" entre les mots "nouaient" et "avec"

Article 1 : Interprétation

56. Cet article a été amendé par l'insertion de la définition suivante de "comité" immédiatement avant la définition du "conseil".

Le mot "comité" désigne le Comité technique chargé des questions relatives aux Etats BLS créé en vertu de l'article 6 du présent protocole et composé d'un représentant de chacun des Etats membres.

57. Paragraphe 6, ligne 1 : remplacer "Afrique du Sud" par "Afrique australe", et à la ligne 3, remplacer "1979".

Article 2 - Objectifs

58. La numérotation du titre a été changée en supprimant le nombre "1" en marge.

59. Le paragraphe b) devient le paragraphe a) et le paragraphe a) devient le paragraphe b).

60. Le nouveau paragraphe a) doit se lire "d'assurer la restructuration économique et la réduction de leur lourde dépendance";

61. Le nouveau paragraphe (b) a été amendé à la ligne 2 en corrigeant l'orthographe de "productivité".

62. Paragraphe c) lignes 1 et 2 : supprimer "de tous les Etats membres y compris".

Article 3 - Ampleur des exceptions

63. Ligne 3, supprimer les mots "l'accord"
Ligne 4, supprimer le mot "transitoire". Remplacer les mots "pendant une période dont la durée sera déterminée par le Conseil" à la suite de "l'Afrique du Sud".
64. Alinéa 2a) : supprimer la fin de cet alinéa à partir de "soient considérées...." et la remplacer par "ne seront pas réexportées par les autres pays membres à moins que, sur recommandation du Comité, le Conseil ne donne des instructions différentes".
65. Alinéa 2 b), ligne 1 : supprimer "que la période transitoire" et remplacer ces mots par "que pendant la période mentionnée au paragraphe 2 ci-dessus".
66. Alinéa 2 c), ligne 1 : remplacer "la période transitoire" par "la période mentionnée à l'alinéa b) du présent article". A la ligne 2, supprimer "chargé des questions relatives aux Etats BLS créés en vertu de l'article 6 du présent protocole".
67. Insérer un nouvel alinéa 2 d) libellé comme suit :
"d) et pour la mise en oeuvre des dispositions des alinéas b) et c) du présent paragraphe, l'on tiendra pleinement compte de la position particulière ainsi que des obligations existantes des Etats BLS".
68. Paragraphe 3, lignes 3 à 5 : supprimer toute la fin du paragraphe à partir de "ou n'empêche de poursuivre l'application" et remplacer ce texte par
"à conditions que les Etats BLS fassent de leur mieux pour veiller à éviter tout conflit entre les obligations acceptées en vertu dudit accord et du Traité".

Article 4

69. Le titre de cet article doit se lire : "Arrangements visant à assurer la restructuration économique des Etats BLS et à leur fournir une assistance".
70. Certains délégués se sont inquiétés du remplacement du mot "libération" par le mot "restructuration". Les Etats BLS ont répondu que s'ils préféraient ce mot, ainsi que d'autres contenus dans leurs projets d'amendement, c'était en raison de leur nécessité de négocier leur participation à la ZEP avec l'Afrique du Sud, comme requis en vertu de l'union douanière de l'Afrique australe, conclu en 1969.

71. Le paragraphe 1 est transféré à l'article 5, étant donné qu'il concerne les obligations des Etats BLS, qui sont considérées dans cet article.

72. Les paragraphes 1 et 2 sont ensuite fusionnés et doivent se lire comme suit :

"Les Etats membres feront tout leur possible pour aider les Etats BLS à prendre toutes les mesures, y compris les mesures de caractère structurel, économique ou technique pour appuyer et/ou compléter les efforts accomplis par les Etats BLS dans les domaines tels que l'agriculture, l'industrie, les industries extractives, la formation du personnel, les transports et communications". Ce paragraphe doit alors être renuméroté 1.

73. Le paragraphe 3 est renuméroté 2 et l'on supprime à la première ligne les mots "plus particulièrement". Un délégué a fait observer que d'autres Etats membres qui se trouvaient dans une situation particulière, bien que ce ne soit pas dans le sens politique dans lequel les Etats BLS sont particuliers, pourraient aussi demander le genre de traitement préférentiel prévu par ce paragraphe. Le secrétariat a répondu que pour le moment ce paragraphe ne concernait que les Etats BLS, étant donné que le mandat de l'équipe intergouvernementale de négociation ne concerne que ces Etats, mais qu'à l'avenir le Conseil pourrait décider d'étendre ce mandat à d'autres Etats membres si nécessaire.

74. Paragraphe 3 (ancien paragraphe 4), lignes 1 et 2 : supprimer "chargé des questions relatives aux Etats BLS, créé en vertu de l'article 6 du présent protocole".

Article 5 - Obligations des Etats BLS

75. Le paragraphe 4 1) est transféré à l'article 5 et amendé de sorte que le paragraphe 5 a) se lit maintenant : "Les Etats BLS s'engagent à

a) prendre toutes les mesures, y compris les mesures de caractère structurel, économique ou technique, qui leur permettront de progressivement réduire leur lourde dépendance socio-économique à l'égard de l'Afrique du Sud".

76. Le paragraphe a) est renuméroté b).

77. Le texte initial du paragraphe b) a fait l'objet d'un débat assez long. Le secrétariat a expliqué que selon lui les dispositions de l'accord d'union douanière de l'Afrique australe de 1969 signifiaient que les administrations douanières établies conformément au "memorandum d'accord" annexé audit accord n'étaient pas des administrations douanières indépendantes, mais simplement des centres de perception pour

l'ensemble de la "zone douanière commune" qui comprend les Etats BLS et l'Afrique du Sud, considérés comme une zone douanière unique. Pour leur part, les Etats BLS estiment que cette opinion n'est pas exacte et que la situation réelle est qu'ils disposaient déjà d'administrations, de procédures et de documentations douanières nationales. Et qu'en conséquence, ils n'avaient pas à en créer de nouvelles. Ils ont donc retiré leur projet d'amendement initial consistant à insérer les mots "là où cela est nécessaire" après les mots "à mettre en place" dans le texte original et ont demandé que l'ensemble du paragraphe b) soit supprimé, étant donné qu'il est superflu. Cela a été accepté par l'équipe intergouvernementale de négociation.

78. Le paragraphe c) a été adopté sans amendement.

79. Le paragraphe 2 du texte initial a été renuméroté d). Les Etats BLS ont proposé d'insérer "si nécessaire" après le mot "créé et de supprimer les mots "Les Royaumes du Lesotho et du Swaziland". Ils ont déclaré que nonobstant les dispositions du paragraphe 14 du memorandum (sur lequel une délégation avait attiré l'attention) ils s'occupaient déjà d'appliquer les dispositions du projet de paragraphe. Après délibération, il a été convenu que le secrétariat modifierait le paragraphe à la lumière de ces observations. L'article 5 a été amendé par la suppression de 1) et 2) dans la numérotation.

Article 6 - Arrangements institutionnels

80. Les Etats BLS ont proposé d'amender le paragraphe 1 en insérant les mots suivants à la fin du paragraphe :

"Etant entendu que chacun des Etats BLS sera représenté au sein dudit Comité".

81. Le secrétariat a expliqué qu'il entendait bien que tous les Etats membres seraient représentés au sein de ce Comité, ainsi que dans tous les autres comités créés par les projets de protocoles considérés jusque-là. Cette question serait expliquée plus au détail dans le projet de Traité lui-même. Après délibération, il a été convenu que le paragraphe 1 amendé devrait se lire comme suit :

"Afin d'appliquer efficacement les dispositions du présent protocole, les Etats membres conviennent de créer un comité technique d'experts, au sein duquel chaque Etat membre sera représenté par les représentants déterminés par le "Conseil".

82. Paragraphe 2 : ce paragraphe doit se lire : "Ledit comité aura notamment pour fonctions :

83. Un nouveau paragraphe 3, libellé comme suit, a été proposé par les Etats BLS :

"En exerçant ses fonctions, mentionnées au paragraphe 2 du présent article, le Comité agira en consultation étroite avec les Etats BLS".

- Etant donné les amendements apportés au paragraphe 1 de cet article, les Etats BLS ont retiré leur projet d'amendement.

84. Les articles 7 à 14 qui sont de caractère formel ont été approuvés sans amendements.

85. Enfin, les Etats BLS ont déclaré que puisqu'ils envisageaient de nouveaux entretiens concernant le projet de protocole au sein de leurs gouvernements, ils souhaitaient que les débats concernant le texte amendé soient considérés comme une première lecture, qui devra être suivie d'une lecture finale lors de la sixième réunion de l'équipe intergouvernementale de négociation. Cette proposition a été acceptée.

Examen du projet de protocole et du memorandum sur les accords de compensation et de paiements (Point 10 de l'ordre du jour)

86. Après une brève présentation du projet de protocole et du memorandum connexe sur les accords de compensation et de paiements dans la zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique australe (publiés respectivement sous les cotes ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/9 et ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V10), le Groupe, prenant en considération le fait que certains des représentants avaient reçu ces documents seulement à leur arrivée à Addis-Abeba et n'avaient donc pas eu le temps de consulter leur gouvernement au sujet des propositions qui y figuraient, a décidé que l'examen du projet de protocole devrait être considéré comme une première lecture, étant bien entendu que tout accord auquel le Groupe parviendrait serait de caractère officieux et que la décision finale sur les diverses dispositions du protocole serait prise à la prochaine réunion. Une délégation a réservé sa position sur la conception générale du projet de protocole car les pays de la ZEP avaient des systèmes monétaires différents et elle n'avait pas été mandatée par son gouvernement pour examiner cette question.

Préambule

87. Le préambule a été accepté avec l'amendement suivant pour le premier paragraphe :
"Préoccupées par le manque ou l'insuffisance des accords de paiements entre les Etats membres, qui ont entravé l'expansion des échanges internationaux entre les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe".

Article 1

88. Après avoir longuement débattu de l'interprétation de l'expression "monnaie convertible" et après avoir noté que l'Angola et le Mozambique n'étaient pas membres du Fonds monétaire international, le Groupe a adopté l'article 1 en modifiant l'interprétation de l'expression "monnaie convertible" de la manière suivante :

"par "monnaie convertible" on entend une monnaie largement utilisée pour régler des transactions internationales et couramment échangées sur les principaux marchés des changes".

89. Il a été décidé aussi que l'on donnerait au "Comité" établi à l'article 11 l'interprétation suivante à l'article 1 :

"par "Comité" on entend le Comité de compensation et de paiements établi par l'article 11 du présent protocole".

Article 2

90. Le Groupe a accepté l'article 2 après avoir modifié le paragraphe 2 en insérant les mots "sur recommandation du Comité" après le mot "Conseil" figurant à la première ligne.

Article 3

91. Le paragraphe 1 a été accepté sous réserve des amendements suivants :

- i) Les mots "exprimées en unités de compte de la zone d'échanges préférentiels" seraient insérés après le mot "nationales" figurant à la première ligne de l'alinéa a); il a été décidé à ce propos d'inclure l'interprétation de "UCZEP" à l'article 1;
- ii) Les mots "bilatéral et/ou" seraient insérés avant le mot "multilatéral" figurant à la deuxième ligne de l'alinéa b); et
- iii) L'alinéa c) serait supprimé et les alinéas restants seraient renumérotés.

Paragraphe 2

92. Il y a eu de longs débats sur l'utilisation des mots "harmoniser" et "coordonner". Certaines délégations ont estimé qu'en employant ces mots les Etats membres prendraient un engagement qui risquait de les gêner dans leurs politiques nationales. Elles préféreraient le mot "coopérer". D'autres délégations ont soutenu que les mots "harmoniser" et

"coopérer" exprimaient bien la détermination qui était nécessaire et si l'on voulait atteindre un jour l'objectif ultime d'une communauté économique. Elles ont souligné que ces mots avaient été utilisés dans tous les autres protocoles qui avaient finalement été mis au point.

Le paragraphe 2 a été modifié de la manière suivante :

"Aux fins de la mise en application du présent protocole, les Etats membres sont convenus de coopérer dans les domaines précis des questions financières et monétaires qui seront arrêtés par le Conseil, sur la recommandation du Comité, en vue de promouvoir les objectifs des accords relatifs à la zone d'échanges préférentiels".

93. Le paragraphe 3 a été accepté sans amendement.

Article 4

94. Le paragraphe 1 a été modifié de la manière suivante :

"Aux fins de la mise en application des dispositions de l'Article 3 du présent protocole, les Etats membres établissent par le présent protocole un mécanisme (ci-après dénommé "la Chambre de compensation") en vue d'effectuer des compensations multilatérales et de régler les paiements en ce qui concerne les transactions admissibles qui ont lieu entre les Etats membres".

95. Le paragraphe 2 a été accepté avec les amendements suivants :

- i) Les mots "exprimés en unités de compte de la zone d'échanges préférentiels" seraient insérés après les mots "transferts monétaires" figurant à l'alinéa b) et les mots "exprimées en unités de compte de la zone d'échanges préférentiels" seraient insérés après les mots "monnaies nationales" figurant à l'alinéa d);
- ii) Un alinéa supplémentaire, ainsi conçu, serait introduit après l'alinéa b) :
"c) faciliter des transferts monétaires efficaces et rapides entre les Etats membres; et
- iii) Les alinéas c) et b) seraient renumérotés et deviendraient respectivement d) et e).

96. Les paragraphes 3 et 4 ont été acceptés sans amendement.

Article 5

97. Après avoir noté les problèmes qui pourraient se poser - particulièrement dans le cas des pays qui ne sont pas membres du FMI - si le DTS était adopté comme unité de compte pour la zone d'échanges préférentiels, le Groupe a accepté l'ensemble de l'article.

Article 6

98. Après avoir pris note des réserves formulées par une délégation au sujet des dispositions du paragraphe 2 concernant qui doit déterminer le plafond des marges de crédit et après avoir noté que ce n'est pas le paragraphe 1 qui devrait être mentionné au paragraphe 3 mais le paragraphe 2. Il a été décidé que les mots "exprimées en UCZEP" devraient être insérés après les mots "monnaies nationales" figurant au paragraphe 2 que le paragraphe 5 devrait précéder le paragraphe 4. Sous réserve de ces amendements, cet article a été accepté.

Article 7

99. Tous les paragraphes de cet Article ont été acceptés, sauf le paragraphe 4 où il a été décidé d'insérer les mots "nonobstant les dispositions du paragraphe 3 du présent article" au commencement du paragraphe.

Articles 8, 9 et 10

100. Tous les paragraphes de ces Articles ont été acceptés sans amendement.

Article 11

101. Après avoir noté que dans le texte anglais le mot "and" figurant à la première ligne du paragraphe 2 devrait être supprimé, l'ensemble de l'Article a été accepté sans amendement.

Article 12

102. Cet Article a été accepté après avoir ajouté les mots "ou des critères" avant le mot "convenus" (et non plus "convenu").

Articles 13 à 21

103. Ces Articles ont été acceptés sans amendement.

Autres questions (Point 11 de l'ordre du jour)

104. Une délégation a demandé quel avait été le sort réservé à la demande qu'elle avait soumise au secrétariat de la CEA au cours de la quatrième réunion de l'équipe intergouvernementale de négociations tenue en Angola en juin 1979 concernant l'usage du portugais comme langue de travail de la ZEP.

105. Le secrétariat a expliqué que le Secrétaire exécutif de la CEA avait été saisi de cette demande, mais qu'une décision finale n'avait pas encore été prise, en raison du caractère limité des ressources de la CEA. Il a ajouté qu'une demande analogue concernant l'usage de l'arabe comme langue de travail de la CEA n'avait pas encore été résolue. Il a déclaré que le Secrétaire exécutif consulterait les organes appropriés des Nations Unies afin de trouver une solution à ces problèmes.

106. Sous ce même point de l'ordre du jour, un représentant de la CNUCED a fait une déclaration officielle dans laquelle il a rappelé les préparatifs actuellement en cours en vue de la prochaine réunion régionale africaine concernant l'EDCE (Coopération économique entre pays en développement). Cette réunion se tiendrait à Addis-Abeba du 7 au 18 décembre 1979. Il a invité les pays à envoyer des délégués à cette réunion, qui mettra au point la position africaine en vue de la conférence interrégionale sur l'ECDC.

107. La délégation du Kenya a également demandé que soient notées ses réserves concernant l'article 2 1) i) du projet de protocole sur les règles d'origine et notamment la disposition concernant l'équité. Une autre délégation a soulevé la même question, mais la réunion a décidé de ne pas revenir sur ce point, étant donné que le protocole sera présenté à nouveau à la sixième réunion de l'équipe intergouvernementale de négociations.

108. Une autre délégation a demandé s'il ne serait pas utile de prévoir un protocole spécial concernant les institutions de la ZEP, vu qu'il était nécessaire de rationaliser le nombre de comités proposé dans les différents protocoles. Le secrétariat a fait observer que la question des institutions serait considérée dans le Traité.

Date et lieu de la prochaine réunion (Point 13 de l'ordre du jour)

109. Le secrétariat a indiqué que sur l'invitation du gouvernement du Botswana, la prochaine réunion de l'équipe intergouvernementale de négociations se tiendrait à Gaborone (Botswana) du 14 au 22 janvier 1980.

110. Le secrétariat a expliqué en outre qu'il préférerait organiser la sixième réunion au Botswana, étant donné que la troisième session ordinaire du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka se tiendrait au même endroit les 28 et 29 janvier 1980, aussitôt après la réunion préparatoire des ministres prévue du 23 au 26 janvier 1980. La réunion sur les travailleurs migrants aurait lieu les 30 et 31 janvier 1980.

111. Le secrétariat a proposé l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'équipe intergouvernementale de négociations et la réunion est convenue que l'ordre du jour provisoire de la sixième réunion de l'équipe intergouvernementale de négociations comprendrait les points suivants :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
4. Mise au point définitive du projet de protocole relatif aux réglementations d'origine
5. Mise au point définitive du projet de protocole révisé sur la coordination des politiques agricoles
6. Mise au point définitive du projet révisé de protocole et de memorandum sur la coordination des politiques industrielles
7. Mise au point définitive du projet de protocole révisé sur les arrangements de compensation et de paiements
8. Mise au point définitive du projet de protocole révisé concernant les pays BLS
9. Examen du projet de protocole concernant la liste des produits devant faire l'objet d'échanges dans le cadre de la ZEP
10. Considération de la liste révisée des produits devant faire l'objet d'échanges dans le cadre de la ZEP et négociations y relatives
11. Examen du projet de Traité portant création de la ZEP
12. Date et lieu de la deuxième réunion extraordinaire des ministres du commerce, des finances et de la planification
13. Autres questions
14. Adoption du rapport

Séance de clôture

112. Dans son allocution de clôture, le Président a félicité les délégués de l'excellent travail qu'ils avaient accompli et il a remercié le secrétariat d'avoir rédigé le projet qui avait été examiné. En réponse, le chef de la délégation tanzanienne, s'exprimant au nom de toutes les délégations, a remercié le gouvernement éthiopien d'avoir accueilli la cinquième réunion du Groupe intergouvernemental des négociations.